

Salaires, emplois, retraites...

Bien sûr que tout est lié

La grève et les manifestations depuis le 5 décembre 2019 mettent à nu la politique du gouvernement, après la mobilisation des Gilets jaunes qui avait déjà fait clairement apparaître son caractère antisocial. Le gouvernement présente un projet « universel » mais c'est d'abord un projet libéral et autoritaire. Ainsi, le maître-mot du projet de loi, qui y apparaît 52 fois est « équilibre ». Libéral, pour diminuer le plus possible les contraintes budgétaires. Et autoritaire car ce sera ce gouvernement et les suivants qui seront chargés de faire appliquer cette politique, les syndicats n'ayant qu'un rôle de supplétifs, alors que les cotisations qui servent au versement des retraites sont l'argent de ceux et celles qui travaillent. Nous passons d'une situation où le système de retraites donnait des droits à un système qui définit un équilibre budgétaire sous contrainte de ne pas dépasser 13,8% des dépenses dans le PIB... et cet équilibre sous contrainte sera mis en œuvre dès 2021 avec la mise en place de la Caisse nationale de retraite universelle (CNRU).

Contre les chômeurs, chômeuses et précaires

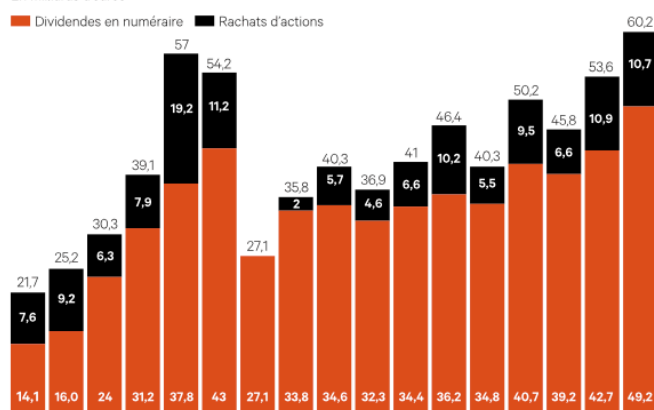
Le gouvernement étend au système des retraites une politique qu'il a déjà mise en œuvre ailleurs. Avec la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement a dégradé les droits d'au moins 40% des chômeurs et chômeuses, selon les dires mêmes de l'Unedic. Il a fait cette réforme contre l'avis de toutes les organisations syndicales, avec le mécanisme qu'il entend mettre en œuvre pour les retraites : discutez, discutez, si je ne suis pas satisfait, je décide... En **dégradant les conditions d'indemnisation**, il met en cause la possibilité de cotiser pour la retraite et donc d'acquérir des points dans le nouveau système. De plus, la cotisation des chômeurs et chômeuses se fera sur le montant des indemnisations et pas sur l'ancien salaire, c'est-à-dire sur des montants moins élevés. Ces **mauvaises années seront comptabilisées** au même titre que toutes les années travaillées pour calculer le montant de la retraite (la pension ne sera plus calculée sur les 25 meilleures années, mais sur toute la carrière). Et la mise en place d'un âge pivot (ou d'équilibre, toujours présent dans la loi) pourra contraindre les très nombreuses personnes qui ne seront plus dans l'emploi dès 60 ans, à prendre leur retraite forcée à 62 ans avec une décote. Parmi les personnes concernées, il y aura principalement des femmes.

Contre les salaires

En disant répondre aux revendications des Gilets jaunes, Macron a engagé des mesures de toutes sortes pour le pouvoir d'achat à l'exclusion de l'augmentation des salaires, qui est pourtant la plus claire et la plus efficace. Ainsi il a encouragé les entreprises à mettre en place une prime sans cotisation ni fiscalité, une augmentation de la prime

pour l'emploi mais **pas de coup de pouce au Smic** (la dernière fois c'était en 2012) et une défiscalisation et une exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires. **Le point d'indice des fonctionnaires est gelé depuis 2010** sauf une augmentation de 1,2% avant les élections présidentielles de 2017. Résultat, le système actuel de retraites n'a pas bénéficié de cette fameuse hausse du pouvoir d'achat. La raison, c'est que le gouvernement et le patronat sont main dans la main contre « la hausse du coût du travail ». Tout est fait pour ne pas augmenter les salaires et pour supprimer de plus en plus les cotisations. **Cela signifie que nous y perdons deux fois** : une fois comme salarié-es parce que le Smic sert de repère pour les négociations salariales ; et aussi parce que des salaires qui n'augmentent pas, ce sont des cotisations qui n'augmentent pas... Le « déséquilibre » actuel que le gouvernement dénonce pour les retraites est directement lié à cette politique. Que ce soit sur le court ou moyen terme, le gouvernement n'envisage pas de changer. L'embauche se fera par des bas salaires, tel est son credo. *A belle carrière, belle retraite*, nous avait dit Delevoeye, l'inverse est malheureusement vrai : à mauvaise carrière, mauvaises conditions de travail, mauvais salaires, mauvaise retraite.

Les dividendes et les rachats d'actions au sein du CAC 40
En milliards d'euros



Union syndicale
Solidaires

le 21 janvier 2020

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
01 58 39 30 20 contact@solidaires.org www.solidaires.org
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires



Contre l'emploi

On l'a retenu, il suffit de traverser la rue... Pour Macron et consorts, la compétitivité c'est les bas salaires et l'emploi flexible. **Les suppressions d'emploi continuent** : Sanofi, Auchan, Michelin... sans parler de la baisse programmée du nombre de fonctionnaires. Ces suppressions d'emploi combinées avec la nouvelle réforme de l'assurance chômage sont une menace pour les salarié-es : les contraintes d'acceptation d' « offres raisonnables d'emploi » y compris avec un salaire moindre, tout cela va concourir à faire accepter n'importe quel travail sans rapport avec sa qualification ni son lieu d'habitation. Les grands groupes font des profits et licencient, les salarié-es doivent travailler plus longtemps mais on les licencie, les retraité-es partent plus tard et les jeunes n'ont pas de boulot... Toutes opérations qui précarisent et fragilisent les personnes qui ont besoin d'un emploi pour pouvoir vivre.

Pour les dividendes et le CAC40

Il y a bien un objectif qui les guide, c'est le dividende et lui seul : **les entreprises du CAC 40 ont versé 49,2 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires en 2019, soit 15 % de plus qu'en 2018**. On nous affirme qu'il faut être

compétitif mais cette politique produit l'inverse avec un niveau de rente jamais réinvesti dans l'économie réelle : 99 % des transactions boursières ne sont que des échanges de titres d'occasion qui ne rapportent aucun argent aux entreprises, à l'investissement. Ce chiffre a été confirmé lorsque l'ISF a été supprimé, soi-disant pour favoriser l'investissement. Une escroquerie totale !

Et parce qu'il y a des hommes et quelques femmes derrière le CAC40, **leur rémunération a augmenté de 12% en 2018**. Et on chipote sur 1%, ou 2% d'augmentation de cotisations patronales ! Il y a plus, avec la réforme des retraites et malgré l'imposture d'Edouard Philippe déclarant vouloir sauver le système par répartition et s'inscrire dans les pas du Conseil National de la Résistance qui est qui a été à l'origine de notre système de sécurité sociale, le gouvernement engage le développement des retraites par capitalisation en complément du système à points. Voilà pourquoi il offre les salons de l'Élysée à BlackRock et pourquoi Axa se paie des publicités pour ses produits de retraite... La sécurité sociale était fermée à la finance, c'est toujours un bien commun qui nous appartient. Mais ces gens n'en ont jamais assez. BNP Paribas est le 3ème groupe français du CAC40 pour le versement des dividendes, AXA, le 5ème. Ils entendent bien faire de l'argent sur nos retraites.

Alors oui, tout est lié

- > Ce que nous voulons, c'est un salaire digne qui permettra une retraite digne. C'est les moyens pour chaque personne, homme ou femme, d'avoir une vie indépendante financièrement. Il faut augmenter les salaires et réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes, 300 euros pour tous et toutes et le Smic à 1700 euros nets.
- > C'est ne pas perdre sa vie à la gagner et ne pas vieillir licencié ou usé par le travail, une retraite à 60 ans et moins pour les métiers pénibles. C'est répartir le travail entre toutes les mains : réduire le temps de travail dans la semaine et dans la vie, permettre aux ancien-nes de partir pour que les jeunes puissent avoir un travail plutôt qu'être au chômage.
- > C'est la solidarité entre ceux et celles qui travaillent, avec notre système de sécurité sociale qui doit être rénové pour assurer un revenu de remplacement digne pour ceux et celles qui ne travaillent pas ou plus.
- > Pour cela, supprimer les exonérations de cotisation, faire cotiser les revenus non cotisés et les revenus financiers, répartir équitablement les richesses, lutter contre l'évasion fiscale, créer de l'emploi dans les services publics et les associations, et pour la transition écologique.

